



Conseil économique et social

Distr. générale
6 septembre 2017
Français
Original : anglais

Session de 2017

28 juillet 2016-27 juillet 2017

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 45^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 18 juillet 2017, à 15 heures

Président : M. Barros Melet (Vice-Président). (Chili)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau (*suite*)

- a) Réunion ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil (*suite*)

Débat général (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M. Shava (Zimbabwe), M. Barros Melet (Chili), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 05.

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau (suite) (E/2017/33, E/2017/64, E/2017/66, E/2017/69 et E/2017/72)

a) Réunion ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil (suite) (A/71/976-E/2017/79)

Débat général (suite)

1. **Le Président** invite la réunion ministérielle à reprendre son débat général sur le thème intitulé « Éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation ».

2. **M. Kamal** (Bangladesh), Ministre de la planification, s'exprimant au nom du Groupe des pays les moins avancés, estime que le thème du Forum politique de haut niveau pour le développement durable est tout à fait opportun étant donné que les pays les moins avancés, où plus de 45 % de la population continuent de vivre dans l'extrême pauvreté, sont à la traîne en matière d'élimination de la pauvreté. Selon les projections actuelles de croissance, près de 35 % de la population de ces pays vivront dans la pauvreté extrême en 2030 si la situation n'évolue pas.

3. Les gouvernements des pays les moins avancés adoptent les réformes législatives, administratives et structurelles nécessaires à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour ce faire, ils mettent l'accent sur l'inclusion financière, l'autonomisation des femmes, la fourniture d'une éducation de qualité, le renforcement des capacités en matière de données et le respect des droits de l'homme et créent un environnement propice au développement du secteur privé. Toutefois, l'énorme manque de fonds entrave la réalisation des objectifs de développement durable. La délégation bangladaise demande donc que des ressources soient mobilisées en conséquence, notamment en renforçant la coopération internationale.

4. Les pays les moins avancés sont confrontés aux conséquences les plus terribles du changement climatique alors qu'ils sont ceux qui contribuent le moins au réchauffement de la planète. Ils ont donc besoin que la coopération internationale se poursuive afin de soutenir l'action menée en réponse aux changements climatiques. Il est préoccupant de

constater que l'aide publique au développement (APD), les investissements directs étrangers (IED) et les exportations, qui sont autant d'importants moyens de mise en œuvre du Programme 2030, ont considérablement diminué en 2016. Pour que le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement soit pleinement mis en œuvre, tous les partenaires de développement doivent prendre des mesures concrètes pour inverser cette tendance à la baisse et honorer l'engagement qu'ils ont pris de consacrer de 0,15 % à 0,20 % de leur revenu national brut aux pays les moins avancés, tel que prévu par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les institutions financières internationales sont instamment invitées à fournir une aide au développement dédiée aux pays les moins avancés.

5. La technologie et l'investissement étant les principaux moteurs de la transformation structurelle des pays les moins avancés, il importe de mettre sur pied la Banque de technologies et d'encourager l'investissement dans ces pays. Comptant parmi les plus vulnérables du monde, les pays les moins avancés doivent continuer de recevoir de façon prioritaire l'aide de l'ONU pour mettre en œuvre le Programme 2030 ainsi que le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020. Bien que deux années se soient écoulées depuis l'adoption du Programme 2030, très peu de progrès ont été accomplis. Le Forum politique de haut niveau doit répondre aux préoccupations des pays les moins avancés de façon à ce qu'ils soient en mesure de faire évoluer la communauté internationale et de changer le visage du développement durable.

6. Chaque jour, de nombreuses personnes meurent en franchissant les mers pour chercher refuge dans les pays européens. Au cours de la seule année 2016, 5 000 personnes sont mortes ainsi. S'ils ne peuvent pas être reçus, les migrants ne devraient pas être autorisés à monter à bord de ces embarcations et à être confrontés à de tels risques.

7. **M. Fakhoury** (Jordanie), Ministre de la planification et de la coopération internationale, dit qu'un certain nombre de pays ont montré qu'ils s'étaient pleinement approprié les objectifs de développement durable et ont fait état des progrès remarquables qu'ils avaient obtenus en la matière lors du Forum politique. Se dégage avant tout l'idée selon laquelle l'interdépendance doit sous-tendre toutes les avancées à venir. Les approches sectorielles ne fonctionnent plus, étant donné que tous les objectifs et les pays sont interdépendants et qu'il faut relever les

mêmes défis en ce qui concerne les catastrophes naturelles ou celles causées par l'homme, les changements climatiques, les pénuries d'eau et les épidémies. Les mesures ainsi prises n'auront du succès que si elles reposent sur le principe de la responsabilité collective et sur la promotion des partenariats mondiaux.

8. La Jordanie est un exemple de la façon dont l'investissement dans les ressources humaines et le développement peut se traduire par la prospérité et le bien-être de tous, ainsi que par des progrès réguliers en faveur d'un développement durable global. Au cours des sept dernières années, le pays a montré l'exemple au reste du monde en accueillant des réfugiés syriens et en leur fournissant tous les services publics dont ils avaient besoin, en dépit de l'énorme coût financier, sécuritaire, militaire et humanitaire qui en a découlé.

9. Si le XXI^e siècle a été marqué par une croissance de la prospérité, la pauvreté et le chômage des jeunes demeurent problématiques, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Dans la région des États arabes, l'instabilité sans précédent, les conflits et les vagues de réfugiés et de personnes déplacées sont malheureusement devenus la norme. C'est seulement en œuvrant de concert en faveur de la paix et la sécurité mondiales que l'on parviendra à surmonter ces problèmes. La Jordanie fait face à d'immenses difficultés en ce que les crises régionales continuent de menacer les avancées qu'elle a durement acquises en matière de développement. Par ailleurs, l'afflux de réfugiés syriens a entraîné plus de besoins, notamment dans les domaines sécuritaire et militaire, l'augmentation des coûts budgétaires, la contraction de la croissance économique, l'augmentation de la dette publique, la baisse des exportations et la dégradation du commerce de transit. On s'attend à ce que l'évolution de la situation géopolitique et sécuritaire aux niveaux régional et mondial continue de nuire à la confiance des investisseurs, au tourisme, aux exportations, à l'investissement et aux finances publiques, menaçant ainsi les efforts accomplis par la Jordanie en faveur du développement durable.

10. Malgré les difficultés sans précédent auxquelles elle doit faire face, la Jordanie s'emploie à atteindre les objectifs de développement durable au moyen de réformes globales visant à maintenir la résilience tout en favorisant la prospérité. Les réformes sont axées sur les femmes et sur les jeunes, qui sont les principaux agents du changement en matière de développement. Les réformes politiques et économiques se poursuivent sans relâche parallèlement.

11. Située au cœur d'une région instable, la Jordanie est confrontée à de nombreux problèmes exogènes. Le programme de développement étant axé sur le principe de la prospérité partagée, le partage des obligations ne peut continuer à être disproportionné. La Jordanie est déterminée à préserver ses acquis en matière de développement tout en demeurant un pays résilient et ouvert à tous, une oasis de sécurité et de stabilité.

12. **M. Barraza** (Chili), Ministre du développement social, dit que le Programme 2030 constitue le premier programme universel et global, ce qui nécessite de repenser des idées et des modes d'action encore profondément enracinés. Comme le souligne le Rapport régional sur le développement humain pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour 2016, les objectifs de développement durable viennent rappeler concrètement qu'au lieu de mettre l'accent sur la croissance économique et les revenus, il faut plutôt se pencher sur les multiples facteurs qui influent sur le développement humain.

13. Compte tenu de l'importance égale que revêtent les trois piliers du développement durable établis par le Programme 2030 et du caractère indivisible des objectifs de développement durable, il faut mettre en place un nouveau paradigme de développement et un système de gouvernance adapté. Le Gouvernement chilien estime que la lutte contre la pauvreté est indissociable de la lutte contre l'inégalité sous toutes ses formes. En outre, la lutte contre les inégalités n'est pas seulement un principe éthique; preuve en est le fait que, selon des études scientifiques, la croissance économique des sociétés présentant des niveaux plus élevés d'inégalité est limitée en raison de leur incapacité à exploiter le potentiel latent. Ces sociétés se caractérisent également par davantage de conflits sociaux, ce qui dissuade l'investissement étranger. Les études ont aussi montré que la croissance économique était un moyen moins efficace d'éliminer la pauvreté dans les pays présentant des niveaux élevés d'inégalité.

14. Les questions épineuses liées à la pauvreté recouvrant de multiples formes d'inégalité et de discrimination, il importe de lutter tant contre la pauvreté multidimensionnelle que contre les inégalités. Dans le même temps, et en particulier dans les pays à revenu intermédiaire, il est nécessaire de concilier les politiques ciblant les groupes les plus vulnérables avec celles qui visent à rendre l'éducation, la santé et la sécurité sociale universelles. Les politiques publiques chiliennes, qui visent toutes à garantir un état de droit social et démocratique, reposent sur le principe d'universalisation.

15. La nature globale du Programme 2030 et le caractère indivisible des objectifs de développement durable nécessiteront l'application intersectorielle efficace des politiques publiques, la révision du rôle que revêt la planification et l'amélioration des capacités de prévision, et une plus grande prise en main du Programme 2030 par le pays, en tenant compte des vues du plus grand nombre possible d'acteurs issus des secteurs public et privé, ainsi que de la société civile et des milieux universitaires.

16. **M. Hernández Alcerro** (Honduras), Ministre et Coordonnateur général, estime que l'élimination de la pauvreté et des inégalités ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets constituent autant de problèmes mondiaux auxquels l'ensemble de la communauté internationale est confrontée. Le Programme 2030 a redéfini la façon dont on conçoit le développement. Les objectifs de développement durable doivent respecter les objectifs de planification nationale et les mécanismes de coordination, de façon à améliorer la coopération internationale. La réforme du système des Nations Unies pour le développement doit mettre davantage l'accent sur les personnes et moins sur les processus, étant donné que la structure actuelle n'encourage pas la fourniture d'un appui efficace aux États Membres. Il est urgent de procéder à des réformes si l'on souhaite que les mesures de coopération coordonnée et cohérente soient alignées sur les stratégies nationales.

17. L'ONU a maintes fois reconnu que la pauvreté constitue un problème multidimensionnel qui doit être traité en conséquence. Les pays en développement ainsi que les pays développés doivent s'efforcer d'œuvrer de concert pour atteindre collectivement les objectifs de développement durable. Cette constatation est particulièrement importante pour les pays qui souffrent de graves inégalités et des effets des changements climatiques, en particulier les pays à revenu intermédiaire. L'APD et l'accès à des ressources financières assorties de conditions préférentielles demeurent essentiels pour ces pays.

18. **M. Galletti** (Italie), Ministre de l'environnement, du territoire et de la protection maritime, dit que la crise économique des 10 dernières années a fait doubler le taux de pauvreté absolue en Italie. Au plus fort de la crise, en 2012, près de 30 % des Italiens étaient exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale. Pour pallier ces effets négatifs, l'Italie a pris diverses initiatives visant à lutter contre la pauvreté, notamment en accordant des avantages économiques aux familles et aux personnes vulnérables.

19. La question de l'égalité des sexes a été intégrée aux politiques nationales de manière transversale, en particulier en vue de parvenir à une véritable parité des sexes sur le marché du travail. La fourniture d'une couverture sanitaire universelle est considérée comme une obligation morale et constitutionnelle, en particulier compte tenu de l'intensification des flux migratoires. Convaincue de l'idée selon laquelle un environnement sain est favorable à la bonne santé, l'Italie a pris des initiatives destinées à réduire l'exposition aux facteurs de risques environnementaux.

20. En matière de développement durable, l'Italie estime que pour garantir la prospérité pour tous, il faudrait mettre en place un nouveau modèle économique circulaire qui tienne compte de l'ensemble du potentiel humain et permette une utilisation plus responsable des ressources naturelles.

21. Faisant écho à divers programmes environnementaux élaborés en lien avec l'objectif de développement durable n° 14, l'orateur précise que la défense des océans et des mers constitue une priorité pour l'Italie, qui a d'ailleurs l'honneur d'accueillir le sommet international « Water and Climate: Meeting of the Great Rivers of the World » [Eau et climat : rencontre des grands fleuves du monde] à Rome en octobre 2017.

22. Consciente du fait que la solidarité constituera un élément essentiel pour aider les autres États Membres et ses partenaires à réaliser les objectifs de développement durable, l'Italie a réformé son système de coopération au service du développement de façon à y inclure tous les acteurs non gouvernementaux et a élaboré une nouvelle stratégie nationale de développement durable pour la période 2017-2030 qui respecte les priorités définies dans le Programme 2030. Il sera indispensable de coopérer à tous les niveaux pour parvenir au développement durable.

23. **M. Majeed** (Maldives), Ministre d'État chargé de l'environnement et de l'énergie, est d'avis que chaque objectif de développement durable revêt une importance pour tous les pays. Reconnaisant l'importance desdits objectifs, les Maldives ont présenté leur examen national volontaire au cours de la session du Forum politique de haut niveau de 2017. Le processus visant à établir l'examen national a été extrêmement utile en ce qu'il a suscité une dynamique en vue de la réalisation d'une tâche difficile et réuni des organismes gouvernementaux, ce qui a permis de passer en revue les progrès accomplis et de recenser les lacunes à combler. Il a également conduit à l'adoption d'un plan de développement à long terme qui permettra

d'accélérer les efforts nationaux dans d'autres domaines connexes.

24. En réalisant les objectifs du Millénaire pour le développement, les Maldives ont fait montre de leur volonté et de leur capacité à atteindre et à surpasser les objectifs arrêtés. Toutefois, le pays est confronté à des difficultés intrinsèques telles que l'éloignement géographique et l'insularité, ainsi que les effets préjudiciables des changements climatiques. En outre, il dispose de ressources et de capacités limitées pour atteindre les ambitieux objectifs de développement durable. Par conséquent, pour accomplir davantage de progrès, le pays aura besoin d'un appui substantiel de ses partenaires de développement et de la communauté internationale et compte notamment sur la coopération Sud-Sud et les partenariats alignés sur les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement.

25. L'appui et le renforcement des capacités sont nécessaires dans plusieurs domaines, notamment en matière de collecte et d'analyse des données, de façon à disposer d'informations plus précises et à aligner les méthodes employées sur les indicateurs des objectifs de développement durable. L'examen national mené par les Maldives ayant suscité un élan en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable, les autres États sont invités à participer à ce processus utile.

26. **M. Jayawickrama Perera** (Sri Lanka), Ministre du développement durable et de la faune, dit que le Président de Sri Lanka a fait de l'année 2017 l'année de l'élimination de la pauvreté, étant donné qu'il estime qu'il s'agit là d'une condition préalable à une ère de développement durable réellement porteuse de changements. En vue de devenir un pays à revenu élevé, Sri Lanka a axé ses stratégies économiques nationales sur l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et sur le Programme 2030. Le pays procède actuellement à la mise en place d'une économie de marché sociale fondée sur la connaissance et sur des principes de justice sociale tout en mettant l'accent sur l'éducation, la santé, la mobilité et d'autres secteurs clefs. Des stratégies ont été mises en œuvre pour exploiter durablement la valeur des ressources océaniques et éliminer les substances toxiques. Plus généralement, le Parlement a adopté une loi sur le développement durable en vue de formuler des politiques et de suivre la réalisation des objectifs de développement durable.

27. D'ici à la fin de l'année 2017, le pays prévoit de mettre en œuvre une vision à long terme en faveur du

développement durable, une politique et une stratégie nationales en la matière, une feuille de route sur la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi qu'un mécanisme de suivi, d'évaluation et de notification basé sur un indicateur et un cadre statistique nationaux. Sri Lanka sera dans une position idéale pour présenter son examen national volontaire à l'occasion du Forum politique de haut niveau de 2018. En outre, le pays accueillera la cinquième Conférence internationale sur les villes, les personnes et les lieux en octobre 2017.

28. **M. Hikamatullozoda** (Tadjikistan), Ministre du développement économique et du commerce, estime que le Forum politique de haut niveau est le principal mécanisme au sein du système des Nations Unies permettant de suivre la réalisation des objectifs de développement durable. En ce sens, il constitue une plateforme idéale pour l'échange de pratiques optimales entre les États Membres et les autres parties prenantes. Bien que des progrès considérables aient été accomplis en matière d'élimination de la pauvreté, plus de 767 millions de personnes demeurent en situation d'extrême pauvreté dans le monde, et bon nombre de celles qui ont échappé à la pauvreté courent toujours le risque d'y sombrer de nouveau. Les inégalités croissantes ainsi que le manque d'accès à une éducation de qualité et à une assurance médicale de base sont autant de problèmes qui ne font qu'aggraver cette situation.

29. Au cours des 15 dernières années, le Tadjikistan a réussi à édifier un État souverain, démocratique, laïque et social dans lequel règne l'état de droit. L'adoption de diverses stratégies à moyen terme a permis de réduire la pauvreté à l'échelle nationale de 83 à 31 %. En 2016, le pays a adopté une nouvelle stratégie de développement pour la période allant jusqu'à 2030, auquel il est en train d'intégrer le Programme 2030. Le Tadjikistan a également préparé son examen national volontaire, qu'il présentera plus tard dans la journée, à l'occasion du Forum politique de haut niveau.

30. Néanmoins, l'enclavement du pays, son manque régulier d'énergie électrique et sa vulnérabilité face aux catastrophes naturelles causées par les changements climatiques représentent des obstacles qui nuisent à la réalisation des objectifs du développement durable. Pour surmonter ces difficultés, il convient de mobiliser des ressources financières auprès de tous les secteurs, y compris en recherchant des investissements auprès du secteur privé et en augmentant l'APD. La délégation tadjike est d'avis que l'expérience et les informations partagées pendant le Forum contribueront à la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau mondial.

31. **M. Mulusa** (Zambie), Ministre de la planification nationale du développement, déclare que l'élimination de la pauvreté et la promotion de la prospérité nécessitent la mise en place de mesures novatrices et attentives qui ne laissent personne de côté. Une attention particulière doit être accordée aux pays en développement et aux pays en situation particulière, où se trouvent les plus pauvres du monde. La faim, la mauvaise santé, l'inégalité entre les sexes et l'exclusion sociale demeurent des défis redoutables dans de nombreux pays, y compris en Zambie. Il est nécessaire de nouer des partenariats bilatéraux et multilatéraux entre pays développés et pays en développement, de façon à progresser dans les domaines où les difficultés de développement sont encore omniprésentes.

32. Afin d'intégrer le Programme 2030 dans ses plans nationaux, la Zambie a récemment lancé un plan national de développement pour la période 2017-2021, axé sur l'accélération des efforts de développement. Le plan reposera sur de solides cadres pour le suivi et l'évaluation des statistiques, sur une mobilisation des ressources coordonnée et diversifiée et sur des partenariats.

33. Parmi les mesures connexes figurent la fourniture d'une assistance sociale aux groupes vulnérables, la réforme des systèmes de distribution et de livraison par le biais d'un système de bons électroniques, l'accroissement de la productivité, le développement de la technologie et la mise en œuvre de programmes sur l'agriculture, l'irrigation et les systèmes d'alerte rapide. Des cadres législatifs et politiques globaux ont également été mis en place pour faire face aux diverses formes de discrimination, y compris la violence à l'égard des femmes et des enfants.

34. Enfin, des progrès considérables ont été accomplis dans la réduction de la mortalité maternelle et post-infantile, ainsi que des maladies transmissibles et non transmissibles. Cependant, les maladies non transmissibles et le cancer du col de l'utérus en particulier continuent de poser problème.

35. Selon **M. Belay** (Éthiopie), Ministre de la Commission de planification nationale, bien que la pauvreté se soit réduite de moitié à l'échelle mondiale depuis 2000, il est nécessaire, pour l'éliminer complètement et parvenir à la prospérité, de renforcer et de revitaliser le partenariat mondial. Le monde se trouve face à des obstacles politiques, économiques et environnementaux qui entravent la mise en œuvre du Programme 2030 et des autres instruments pertinents. L'Éthiopie se félicite du projet de déclaration

ministérielle du Forum politique de haut niveau et espère qu'il sera adopté par consensus.

36. Au cours des 15 dernières années, l'Éthiopie, qui ambitionne de rejoindre la tranche inférieure de la catégorie des pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025, a enregistré des avancées considérables en ce qui concerne la croissance économique, les infrastructures, le développement social et la gestion de l'environnement. Elle a appliqué des politiques de développement favorables aux pauvres et à la croissance en collaboration avec toutes les parties prenantes, y compris les personnes handicapées, parvenant ainsi à réaliser la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement. En effet, elle a réduit son taux de pauvreté de moitié, augmenté sensiblement son revenu par habitant, relevé son niveau de développement social, amélioré la connectivité de ses infrastructures et transformé son économie, ce qui lui a permis de recevoir davantage d'investissements directs étrangers. Les progrès considérables accomplis par l'Éthiopie ont été rendus possibles par une croissance rapide et soutenue de tous les secteurs économiques, faisant de l'Éthiopie l'un des pays affichant la plus forte croissance au monde.

37. L'Éthiopie ayant profité à la fois de la coopération Nord-Sud et de la coopération Sud-Sud, son expérience constitue un bon exemple de leur complémentarité. Toutefois, la pauvreté, les sécheresses dues aux changements climatiques, les lacunes et problèmes de gouvernance et la faiblesse des exportations demeurent les principaux obstacles au développement du pays. Pour atteindre les objectifs de développement durable, l'Éthiopie aura besoin de la solidarité internationale et de partenariats mondiaux. La communauté internationale doit traduire les engagements qu'elle a pris dans le cadre du Programme 2030 et des autres instruments pertinents en mesures concrètes à la faveur d'un multilatéralisme efficace en fournissant, de façon harmonisée à l'échelle nationale, une aide financière et technologique aux pays en développement, et plus particulièrement aux pays les moins avancés.

38. **M. Tsogwane** (Botswana), Ministre des administrations locales et du développement rural, considère le développement comme un droit universel. Selon lui, personne ne doit être laissé de côté dans la quête du développement durable. L'adoption du Programme 2030 a suscité des attentes face aux enjeux que sont la lenteur de la croissance économique, la diversification économique, la pauvreté, la création d'emplois ainsi que l'autonomisation des femmes et des jeunes.

39. Des progrès encourageants ont été accomplis, mais la communauté internationale doit encore répondre aux besoins de millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Pour elles, le droit au développement reste un rêve. C'est pourquoi des mesures urgentes sont nécessaires, notamment en vue de débloquer les moyens de mise en œuvre mentionnés dans le Programme d'action d'Addis-Abeba.

40. Le Botswana a intégré les objectifs de développement durable à son onzième plan national de développement et à son programme Vision 2036. Ses programmes de démarginalisation s'adressent à tous les groupes sociaux vulnérables et défavorisés. Des structures et mécanismes ont été mis en place pour examiner, suivre et évaluer leur mise en œuvre et ont révélé qu'il convient d'établir des mécanismes à même de faciliter les synergies, l'échange d'informations et la coordination entre entités afin d'éviter qu'elles n'adoptent une démarche cloisonnée et contreproductive.

41. Le Botswana, qui a organisé des consultations approfondies et des ateliers de sensibilisation à l'intention des parties prenantes à l'échelle des districts et au niveau national, est l'un des 44 pays qui livrera son expérience de la mise en œuvre du Programme 2030 dans le cadre de son examen national volontaire. Le Gouvernement botswanais a constaté que le développement durable nécessite une démarche démocratique, transparente, ouverte et axée sur l'être humain.

42. En outre, la mise en œuvre du Programme 2030 nécessitera la conclusion de partenariats entre les secteurs public et privé ainsi qu'avec la société civile et le système des Nations Unies. Ces partenariats ne pouvant se concevoir sans données statistiques fiables, il est nécessaire de renforcer les capacités techniques et institutionnelles des organismes nationaux de statistique. L'organisme national Statistics Botswana a réussi à fournir des données fiables à l'appui du processus de planification du développement à l'échelle nationale et a été choisi par la Commission de statistique de l'ONU pour contribuer à l'élaboration du cadre d'indicateurs relatifs au Programme 2030.

43. **M. Dahlan** (Malaisie), Ministre au Département du Premier Ministre, signale que le programme de développement de son pays a toujours été axé sur l'être humain et conforme aux aspirations consignées dans les objectifs de développement durable. Le onzième Plan Malaisie, qui concerne la période 2016-2020, a pour thème « mettre la croissance au service des populations » et s'inscrit dans la continuité des efforts du Gouvernement visant à concilier les besoins de

l'économie humaine et ceux de l'économie du capital. Ses six axes stratégiques, calqués sur les 17 objectifs de développement durable, consistent à rendre la société plus ouverte, à améliorer le bien-être de tous, à accélérer le développement du capital humain, à soutenir une croissance verte, à renforcer les infrastructures et à réinventer la croissance économique.

44. Le Gouvernement malaisien a pris des mesures en vue d'atteindre les objectifs de développement durable à l'échelon national. En 2016, une structure de gouvernance a été mise en place pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et en rendre compte tandis qu'un plan par étapes, qui constituera la principale référence lors de la mise en œuvre des objectifs dans le pays, est en cours de finalisation.

45. La Malaisie est l'un des rares pays qui sont parvenus à atteindre rapidement les objectifs du Millénaire pour le développement, puisqu'elle a fait passer son taux de pauvreté de 16,5 % en 1990 à 8,5 % en 2000. En 2014, ce taux n'était plus que de 0,6 %. La Malaisie ne compte plus que 0,2 % de personnes vivant sous le seuil de pauvreté alimentaire. Elle a accompli ces progrès en rendant l'éducation et la formation professionnelle accessibles à toutes les catégories sociales, en créant des emplois, en encourageant l'esprit d'entreprise, en facilitant la participation à des sociétés d'investissement à capital variable et à des programmes d'investissement et en fournissant des infrastructures de base. Elle mesure désormais la pauvreté à l'aune des revenus mais aussi d'autres facteurs, grâce à une version nationale de l'indice de pauvreté multidimensionnelle tenant compte de dimensions telles que le niveau d'éducation, la santé et la qualité de vie.

46. Le Gouvernement malaisien entend doubler le revenu mensuel moyen des 40 % de ménages les plus pauvres du pays en améliorant leur accès à l'éducation, en augmentant leur productivité grâce aux technologies de l'information et des communications, en favorisant les entreprises sociales et en stimulant l'investissement dans les régions rurales à faible revenu.

47. Les femmes ont un grand rôle à jouer dans la société et le développement économique. La politique nationale rend les femmes égales aux hommes et leur octroie les mêmes droits fondamentaux qu'eux, conformément à la Constitution. Un plan d'action pour l'autonomisation des femmes traduira cette politique dans les faits et renforcera la participation des femmes au développement tout en améliorant leur position sociale. La Malaisie a fait des progrès considérables en

vue d'atteindre les objectifs de développement durable en collaboration avec les organisations non gouvernementales et les groupes relevant de la société civile.

48. De l'avis de **M. Abela** (Malte), Ministre des affaires étrangères et de la promotion du commerce, si les images de guerre, de pauvreté et de maladies peuvent facilement engendrer un sentiment de pessimisme quant au développement durable, il est tout aussi aisé d'oublier ce qui est accompli chaque jour car le développement ne fait jamais les gros titres. Certes, les inégalités et l'instabilité persistent et des millions de personnes ont dû fuir des conflits armés, mais des motifs d'optimisme existent car le monde s'unit comme jamais auparavant pour lutter contre la pauvreté.

49. Durant la présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne, des progrès tangibles ont été accomplis sur diverses questions liées au développement. Aux côtés des autres États membres de l'Union européenne, Malte a œuvré à l'adoption d'un nouveau Consensus européen sur le Développement, lequel concorde avec le programme mondial de développement et constitue un plan d'action et un projet commun visant à éliminer la pauvreté. Ce Consensus traduit les engagements pris par l'Union européenne en 2015 et 2016 et dote tous ses États membres d'une politique de développement unique. Il repose sur des questions transversales à partir desquelles il est possible de créer des synergies entre les différents objectifs de développement durable et d'accélérer ainsi le changement économique et social. Pour la première fois, les jeunes jouent dans la politique de développement un rôle central, à la mesure de leur potentiel en tant que moteurs de l'innovation et de leur esprit d'entreprise. En outre, les femmes et les filles sont particulièrement mises en avant du fait de leur capacité à devenir des agents de changement.

50. Il ne saurait y avoir de véritable développement sans progrès dans des domaines tels que la gouvernance, les droits fondamentaux et l'état de droit. Le Forum politique de haut niveau vient rappeler qu'il faut continuer d'insister sur la coopération au service du développement. En sus d'investir dans l'aide publique au développement, les gouvernements doivent former de nouveaux partenariats avec les institutions financières mondiales et le secteur privé. Le Forum, clef de voûte du cadre institutionnel du développement durable, est l'instance idéale pour la mise en commun des données d'expérience, des problèmes et des enseignements, l'objectif commun étant d'optimiser la mise en œuvre du Programme 2030.

51. **M. Dlamini** (Swaziland), Ministre de la planification et du développement économiques, dit que son pays a fait des progrès pour ce qui est d'aligner ses politiques nationales sur les éléments essentiels nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable.

52. Le Swaziland, petit pays en développement vulnérable et sans littoral, continue de peiner à trouver les ressources nécessaires pour réaliser les objectifs. En ce qui concerne l'objectif 1, le Gouvernement a lancé plusieurs initiatives visant en priorité les groupes défavorisés. Parmi les bénéficiaires des programmes de sécurité sociale, figurent notamment les orphelins et les enfants vulnérables, les enfants handicapés et les personnes âgées. Tous les enfants d'âge scolaire ont la possibilité d'aller à l'école, en particulier dans l'enseignement primaire. Pour le Swaziland, il s'agit avant tout de poursuivre ces initiatives en dépit des contraintes budgétaires et du fait que les bénéficiaires sont difficiles à identifier et à atteindre.

53. La santé de la population nationale joue un rôle fondamental dans la réalisation des objectifs de développement durable. C'est pourquoi le Gouvernement swazi a mis en place plusieurs programmes visant à accélérer la mise en œuvre des objectifs, le principal enjeu étant de veiller à ce que ces programmes profitent à toutes les régions. Il a également fait de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes une priorité et a approuvé une stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles en 2016. En outre, il a modifié plusieurs lois afin de les mettre au service des objectifs de la législation et des politiques relatives à l'égalité des sexes et de garantir un traitement équitable aux groupes défavorisés, en particulier aux femmes.

54. Le Gouvernement swazi a investi dans la construction de barrages en terre afin de maintenir à un niveau suffisant l'approvisionnement en eau à usage domestique et agricole et remédier ainsi aux problèmes liés aux sécheresses. Les difficultés actuelles tiennent à la variabilité de la disponibilité de l'eau.

55. **M. Murad** (Afghanistan), Ministre de l'économie, signale que son pays a adopté les objectifs du Millénaire pour le développement presque cinq ans après la Déclaration du Millénaire, alors qu'il sortait de plusieurs décennies de conflit. Les résultats qu'il a obtenus par la suite en matière de développement socioéconomique ont été remarquables. En 2002, le pays comptait moins de 900 000 étudiants et aucune étudiante. Ce chiffre s'établit désormais à 9 millions, dont 40 % de filles. La part des personnes devant

voyager moins de deux heures pour recevoir des services de santé est passée de 9 % à 87 % et l'espérance de vie à la naissance de 42 à 64 ans, tandis que la mortalité infantile s'établit désormais à 45 décès pour 1 000 naissances vivantes, contre 66 en 2005. De plus, les femmes sont présentes à tous les niveaux, tant au sein du gouvernement ou du parlement que dans la société civile, le secteur privé et les médias. L'Afghanistan et la communauté internationale ont atteint ces résultats ensemble, animés par un esprit de partenariat sincère.

56. La transposition des objectifs de développement durable à l'échelle nationale a commencé, un comité national de coordination composé de ministres et de vice-ministres ayant été formé sous l'égide du Conseil des ministres. À l'issue d'une série de consultations nationales, de conférences et d'ateliers de planification tenus en présence de parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales, les indicateurs des objectifs de développement durable ont été intégrés au cadre national de paix et de développement, qui porte sur la sécurité, l'éducation, les soins de santé, la gouvernance, les infrastructures, la protection sociale, le développement agricole et rural ainsi que l'économie. Les cibles, indicateurs et lignes de base ont tous été adaptés au contexte afghan.

57. Au niveau infranational, un plan de mise en œuvre axé sur les droits de l'homme est en cours d'élaboration afin que les efforts gouvernementaux profitent à tous, y compris les groupes vulnérables et marginalisés. Dans ce cadre, un comité exécutif des objectifs de développement durable a été institué afin de soutenir et de compléter l'action du Ministère de l'économie, principale institution publique chargée de veiller à la coordination intersectorielle, à la mise en œuvre à l'échelon local et à la cohérence. Le peuple afghan est résilient et le Gouvernement est résolu à atteindre les objectifs de développement durable et à les intégrer au débat national.

58. **M^{me} Đukić-Dejanović** (Serbie), Ministre (sans portefeuille) chargée de la politique démographique, considère que le Forum politique de haut niveau est essentiel pour vérifier que les États Membres s'acquittent de leurs obligations envers les générations à venir. La prévention des changements climatiques est une fin en soi mais aussi un thème récurrent des autres objectifs de développement durable. Le Serbie a ratifié l'Accord de Paris en mai 2017. Le Gouvernement serbe a en outre institué un groupe de travail composé de représentants des ministères, bureaux et organismes compétents et chargé de suivre et de coordonner la mise en œuvre du Programme 2030. Les représentants de la société civile, du milieu universitaire et du

secteur privé ont également contribué aux travaux du groupe.

59. Les examens nationaux volontaires revêtent une grande importance pour la mise en œuvre du Programme 2030, car ils permettent aux États d'échanger des données d'expérience, de recenser les meilleures pratiques et de corriger les problèmes à tous les niveaux. Il en est de même pour la présentation de rapports relatifs au développement durable dans le monde tous les quatre ans; le Gouvernement serbe présentera son premier rapport en 2019. Pour la période 2016-2020, les priorités de la Serbie en matière de développement sont les négociations d'adhésion à l'Union européenne et la mise en œuvre du Programme 2030, le pays ayant pour objectifs de promouvoir la bonne gouvernance et l'état de droit, de développer ses ressources humaines et sociales, d'assurer le développement et la croissance économique et créer des emplois, de lutter contre les changements climatiques, de bâtir des communautés résilientes et d'intégrer la culture au processus de développement durable.

60. Après avoir connu des années marquées par de multiples difficultés, la Serbie, qui est sur le chemin de la stabilité budgétaire et d'une croissance dynamique, entend engager des réformes structurelles approfondies. La croissance et le développement doivent être durables, l'objectif étant en particulier de protéger l'environnement, d'éliminer la pauvreté, de parvenir à l'égalité des sexes et de mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles. Le Gouvernement serbe s'emploiera en priorité à bâtir une société inclusive, la paix étant un élément indispensable au développement.

61. **M. Al-Nabit** (Qatar), Ministre de la planification du développement et des statistiques, dit que l'élimination de la pauvreté est une condition préalable au développement durable. Pour parvenir à une croissance socioéconomique profitant à tous, il faut mobiliser suffisamment de ressources et forger des partenariats internationaux efficaces. La coopération internationale au service du développement devrait bénéficier en priorité aux plus pauvres et aux plus marginalisés. Le financement devrait être envisagé dans un esprit de solidarité internationale et de partenariat. Le Qatar, qui accueillera en novembre 2017 une réunion de haut niveau en prélude au forum de suivi du financement du développement en 2018, a adopté une politique fondée sur les liens entre politiques nationales et tendances internationales dans le domaine du développement. Il a intégré le Programme 2030 à sa deuxième stratégie de développement, qui porte sur la période 2017-2022.

62. Dans le cadre de son projet national à l'horizon 2030, le Qatar s'est fixé des objectifs socioéconomiques, humains et environnementaux. Il a engrangé des succès dans des domaines tels que la protection sociale, l'énergie, la santé, l'éducation, les infrastructures, la protection de l'environnement, la coopération et les partenariats internationaux et l'aide au développement axée sur les droits de l'homme. Le Qatar accueille des ressortissants de divers pays, lesquels jouissent des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution et participent aux politiques de développement et d'État. En outre, il a adopté une politique de prévention créant des conditions propices à la coexistence et au rejet de la violence. Il organise des conférences annuelles visant à promouvoir le dialogue interculturel.

63. Le Qatar, qui subit des mesures unilatérales, dont l'imposition d'un embargo terrestre, maritime et aérien illégal, a réagi selon une démarche axée sur le droit international et remercie les amis qui lui ont apporté leur aide. Ces mesures ne l'empêcheront pas de mettre en œuvre le Programme 2030 et d'assurer un développement et une prospérité durables à ses citoyens. Selon les indicateurs internationaux, le Qatar a atteint un degré de développement remarquable et continuera d'aider les plus vulnérables partout dans le monde dans le cadre d'un partenariat international. Il continuera également de tenir compte des facteurs économiques, environnementaux et sociaux dans sa quête du développement durable.

64. **M. Zarif** (République islamique d'Iran), Ministre des affaires étrangères, dit que la pauvreté demeure le plus grand enjeu de notre temps, ainsi qu'une menace réelle pour l'humanité et un obstacle majeur au développement durable. Depuis la victoire de la Révolution islamique, le pays s'est doté d'un cadre juridique et législatif robuste, qui constitue un point d'appui solide pour la planification, la mise en œuvre et le suivi de ses stratégies et politiques nationales de développement. Malgré les obstacles externes, tels que l'agression iraquienne et les sanctions adoptées par les États-Unis, des avancées notables ont été accomplies.

65. Les examens nationaux volontaires sont un moyen de mettre en commun les pratiques optimales, les données d'expérience et les résultats obtenus pour ce qui est de créer une économie résistante aux chocs, d'éliminer la pauvreté, de garantir la justice sociale et la sécurité alimentaire, de fournir des services de base à tous, d'autonomiser les femmes et les filles, de promouvoir les technologies et l'innovation et de protéger l'environnement, les ressources naturelles et la biodiversité.

66. Comme la République islamique d'Iran et nombre d'autres pays en ont fait l'expérience, disposer d'un environnement extérieur favorable est essentiel. Les pays développés devraient honorer sans considération politique leur engagement à fournir des ressources financières, à transférer des technologies et à renforcer les capacités. L'ONU a un rôle essentiel à jouer dans le renforcement de la coopération aux niveaux international et régional.

67. L'Asie de l'Ouest continue de subir des guerres et des conflits internes, lesquels entraînent des millions de personnes dans une extrême misère qu'il faut absolument éliminer car elle est à la fois une cause et une conséquence de l'insécurité. L'occupation étrangère, les guerres et les politiques interventionnistes des puissances extérieures ont privé les citoyens de la région de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, mais aussi de leur dignité et de leur liberté. Profitant d'une détresse réelle et s'appuyant sur des acteurs régionaux et extérieurs, les terroristes takfiristes ont infesté tant l'Asie de l'Ouest que le monde et commis d'inqualifiables atrocités. Les situations en Afghanistan, en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen sont les pires exemples de catastrophes humanitaires. Dans de telles conditions, il sera difficile de ne pas faire de laissés-pour-compte.

68. Cependant, les problèmes de développement ouvrent également des possibilités de coopération avec des partenaires désireux de s'atteler à des tâches communes et urgentes telles que l'élimination de la pauvreté et la protection de l'environnement. La politique d'engagement constructif menée par la République islamique d'Iran a déjà permis de régler une crise mondiale inutile, par la conclusion du Plan d'action global commun, accord historique sur le nucléaire. Ce grand succès de la diplomatie et du multilatéralisme ouvre de nouveaux horizons propices au dialogue, à la compréhension, au respect mutuel et à la coopération dans d'autres domaines, notamment à l'échelle régionale.

69. **M^{me} Ismail** (Égypte), Ministre de la solidarité sociale, constate que, deux ans après l'adoption du Programme 2030, les États Membres ont arrêté leurs stratégies de mise en œuvre, établi des mécanismes de coordination, de suivi et d'examen et commencé à mesurer les progrès accomplis. L'élimination de la pauvreté demeure le principal enjeu et constitue la pierre angulaire des objectifs de développement durable.

70. L'Égypte, qui est l'un des premiers pays à avoir présenté un examen volontaire lors du Forum politique

de haut niveau, applique actuellement sa stratégie de développement national fondée sur quatre piliers, à savoir : le développement économique, la justice sociale, l'environnement et la connaissance et l'innovation. De meilleures méthodes de travail et des pratiques optimales ont été déterminées sur la base d'une grande variété de données d'expérience nationales, ce qui atteste l'importance particulière que revêtent le partenariat mondial aux fins du développement durable, l'appropriation par les États et le fait de ne pas faire de laissés-pour-compte.

71. L'un des défis consiste à veiller à ce que les moyens de mise en œuvre du Programme 2030 soient suffisants. Il est urgent que les milliards mobilisés sous la forme d'aide publique au développement, d'investissement direct étranger, de fonds publics et privés et de ressources nationales deviennent des billions. Il faut mettre l'ensemble croissant de connaissances et de données d'expérience au service des besoins spécifiques de chaque pays et renforcer les capacités nationales, notamment en ce qui concerne l'allocation budgétaire, la collecte et l'analyse des données, le suivi et l'établissement de rapports.

72. Il n'existe pas de solution toute faite pour mettre en œuvre le Programme 2030. Les différentes instances mondiales, au premier rang desquelles figure le Forum politique de haut niveau, continueront de jouer un rôle essentiel dans l'échange des données d'expérience et des enseignements tirés. Chacun doit bénéficier d'une marge de manœuvre politique suffisante pour pouvoir appliquer le Programme 2030 à sa façon. Les contributions partagées sont importantes, car les différents pays et la société civile n'ont pas tous les mêmes capacités financières. Toutes les parties prenantes, notamment les organisations non gouvernementales, les gouvernements et le secteur privé, doivent participer pleinement aux activités nationales de planification axée sur les résultats.

73. Les pays en proie aux conflits ou au terrorisme parrainé par les régimes de la région paient un tribut multiforme, étant à la fois plus pauvres et plus vulnérables car ces phénomènes les privent de ressources financières et entravent leurs activités de développement. Ils ont plutôt besoin de stabilité, de sécurité et de paix pour pouvoir mettre en œuvre le Programme 2030.

74. Le Forum politique de haut niveau est un précieux laboratoire du développement durable et l'Égypte continuera de participer activement à l'action collective visant à promouvoir cette vision du Programme 2030.

75. **M. Molinas** (Paraguay), Secrétaire exécutif du Secrétariat de la planification technique de l'économie et du développement social, fait savoir que son pays a mené un vaste processus de consultation à l'appui du Programme 2030. Des figures de la société civile, des entrepreneurs, des universitaires, des personnalités du monde de la culture, des dirigeants d'organisations non gouvernementales et des représentants de tous les niveaux de l'administration ont exprimé leurs aspirations dans un plan national de développement, qui reprend à 92 % les cibles et objectifs de développement durable. Dans ce contexte, le Paraguay est doté d'un dispositif institutionnel innovant et participatif, composé d'une commission interinstitutionnelle chargée des objectifs; d'une équipe stratégique nationale chargée de prêter conseils au pouvoir exécutif; d'un système de budgétisation axée sur les résultats qui établit des liens entre le budget national et les cibles et objectifs de développement durable; d'un conseil citoyen de suivi chargé d'informer la population des progrès accomplis au regard des cibles sociales; et d'un projet visant à mettre en œuvre les objectifs à l'échelon local au moyen de plans municipaux participatifs et par l'entremise de conseils de développement municipaux. Les trois branches de l'État s'apprêtent à signer une déclaration commune, par laquelle ils uniront leurs forces et ratifieront leur engagement à atteindre les objectifs.

76. Le plan « Paraguay 2030 », visant à concrétiser les objectifs sur le terrain, comporte trois piliers, à savoir : la réduction de la pauvreté et le développement social, la croissance économique inclusive et l'intégration du Paraguay à l'économie mondiale. En outre, il s'articule autour de quatre thèmes transversaux : l'égalité des chances et l'autonomisation des femmes; l'efficacité et la transparence de la gouvernance; le développement et l'aménagement du territoire; et la durabilité environnementale, y compris les engagements pris en vertu de l'Accord de Paris.

77. **M^{me} Sánchez Oviedo** (Costa Rica), Ministre de la planification et de la politique économique, dit que le caractère global, universel et multidimensionnel des objectifs de développement durable impose des politiques publiques novatrices. Il incombe aux États et aux autorités nationales de ne pas faire de laissés-pour-compte en parvenant à un consensus, en créant des synergies et en assurant la participation et l'adhésion d'acteurs multiples.

78. Le 9 septembre 2016, le Costa Rica est devenu le premier pays à instituer un pacte national pour la réalisation des objectifs. Ce pacte rassemble les trois niveaux de pouvoir, le secteur privé, des organisations

de la société civile, des associations religieuses, le milieu universitaire, ainsi que des associations et des administrations locales. Il revêt une importance politique car il permet de fixer des priorités qui transcendent les cercles politiques dirigeants et d'encourager la responsabilisation; de mettre en place un système de gouvernance complexe reposant sur des contrôles croisés; de créer des espaces favorables au dialogue et à la responsabilisation; et d'instaurer un climat de confiance entre des acteurs ayant chacun leurs intérêts et leurs priorités. Par conséquent, le pacte a représenté une avancée politique sans précédent qui a permis de faire des objectifs le fondement nécessaire pour bâtir une vision d'avenir.

79. Le processus de mise en œuvre a conduit à la conception et à l'utilisation de l'indice de pauvreté multidimensionnelle, un outil visant à repenser les politiques sociales et à harmoniser les mesures de réduction de la pauvreté avec 14 objectifs de développement durable. De ce fait, les instruments de mesure ont été affinés, les ressources sont allouées de manière plus efficace, la coordination entre les secteurs a été améliorée et les capacités de suivi et d'évaluation des résultats ont été renforcées.

80. L'examen volontaire a permis de recenser les progrès accomplis mais également de déceler des lacunes structurelles, en particulier dans les domaines de l'emploi, de l'innovation, de l'égalité des sexes, de l'infrastructure et de la fiscalité. Bien que des stratégies financées à l'aide de la mobilisation des ressources nationales soient mises en œuvre pour remédier à ces lacunes, la coopération internationale demeure un moyen essentiel de les réduire et de les éliminer, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire. Les objectifs de développement durable ayant été conçus pour être à la fois des objectifs nationaux et mondiaux, il convient de revoir la nature et la portée de la coopération internationale pour le développement. Les objectifs symbolisent l'aspiration à un monde plus équitable et à une société plus juste. Seuls le multilatéralisme et la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 permettront à la communauté internationale de trouver des solutions aux problèmes mondiaux.

81. **M. Rakotomamonjy** (Madagascar), Président de l'Assemblée nationale, dit que la diminution régulière de l'aide publique au développement menace particulièrement Madagascar car elle serait imputable à une diminution du soutien accordé par les partenaires bilatéraux, les projets de coopération décentralisée et les organisations non gouvernementales internationales. L'Organisation de coopération et de développement économiques a déclaré que Madagascar

était l'un des 51 pays délaissés par les donateurs et que ces pays étaient fortement tributaires des partenariats étrangers pour les aider à régler les difficultés liées au développement durable et à l'élimination de la pauvreté.

82. Le plan national de développement de Madagascar comprend une stratégie de réforme et un programme d'investissement donnant la priorité aux secteurs qui génèrent des emplois et des revenus. Le financement de cette stratégie a été présenté dans le sillage d'une conférence des donateurs et des investisseurs en décembre 2016 mais une partie de l'appui financier n'a pas été versé. Il faudrait également que l'aide soit répartie de façon équitable entre les pays qui en ont besoin.

83. Le Gouvernement malgache met en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources nationales comportant des mesures sectorielles et des réformes institutionnelles qui favorisent l'épargne, stimulent la contribution de la diaspora au développement et accroissent l'investissement et les partenariats entre secteur public et secteur privé.

84. Étant donné les difficultés rencontrées par le pays eu égard aux changements climatiques et à l'élimination de la pauvreté, ainsi que la taille de son économie et sa situation sociopolitique, Madagascar a dû consentir des efforts plus vastes, au-delà de ce qu'elle peut se permettre, pour respecter le calendrier mondial fixé dans le Programme 2030. Le pays a fait siens les objectifs de développement durable et est en mesure de les réaliser au même rythme que le reste du monde. Toutefois, en l'absence de partenariats et de l'appui sans exclusive de l'ensemble des acteurs mondiaux, ses plans locaux et nationaux continueront d'aboutir à des résultats décevants. La communauté internationale doit donc fournir l'appui nécessaire pour concrétiser les engagements communs en combinant les capacités de toutes les parties.

85. **M. Timbine** (Mali), premier Vice-Président de l'Assemblée nationale, dit que, depuis 2012, son pays est confronté à une crise multidimensionnelle dont les causes profondes sont liées à la pauvreté et au développement. Étant donné qu'il ne peut y avoir de paix durable et de stabilité sans développement ou espoir pour l'avenir, le Gouvernement malien s'emploie à atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers afin de mettre en œuvre des projets de développement dont les effets se manifesteront rapidement dans les zones les plus vulnérables du pays. Il s'efforce également de fournir des services sociaux de base et de créer des activités

génératrices de revenus pour la population, en particulier les réfugiés et les personnes déplacées qui regagnent leur foyer. Ces projets contribuant grandement à la stabilité du Mali, l'intervenant invite les pays amis et les organisations internationales partenaires, conformément aux engagements qu'ils ont pris, à concourir à la mise en œuvre effective de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

86. En outre, le Gouvernement a élaboré un cadre stratégique pour le redressement économique et le développement durable pour la période 2016-2018, qui sert de point de référence à moyen terme pour la conception, l'exécution et le suivi des politiques stratégiques de développement. Ce cadre vise à promouvoir un développement inclusif et durable qui permettra de réduire la pauvreté et les inégalités dans un Mali en paix et uni et d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Il est mis en œuvre au moyen d'un ensemble de mesures prioritaires, d'un système de mesure des résultats fondé sur des indicateurs pertinents et d'un mécanisme participatif de suivi et d'évaluation. Dans le même temps, des ménages pauvres menacés par l'insécurité alimentaire ont reçu des transferts en espèces dans le cadre du projet de filet de sécurité « Jigisemejiri », appuyé par le Groupe de la Banque mondiale. Plus de 60 000 ménages en ont bénéficié au 30 septembre 2016 et il est à espérer que ce nombre dépassera 91 000 à la fin de 2019.

87. L'égalité des sexes est une condition préalable à l'élimination de la pauvreté et à la prospérité. Par conséquent, l'Assemblée nationale a adopté une loi sur la promotion de l'égalité des sexes dans l'accès aux postes dont les titulaires sont nommés ou élus. Les femmes représentaient 8 % des conseillers en 2009 et 27,5 % des élus en 2016.

88. Au rang des autres mesures importantes qui ont été adoptées figurent un plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, les efforts menés sans relâche pour lutter contre les violences faites aux femmes, y compris les mutilations génitales féminines et les mariages précoces des filles, et l'autonomisation des femmes en milieu rural.

89. **M^{me} Shchetkina** (Biélorus), Vice-Présidente du Conseil de la République de l'Assemblée nationale, dit que le Forum politique de haut niveau constitue une instance unique pour échanger des informations et des données d'expérience au sujet de la réalisation des objectifs de développement durable et que le Biélorus est déterminé à mettre en œuvre le Programme 2030.

C'est pourquoi le Président biélorussien a nommé un coordonnateur national pour les objectifs qui est également à la tête du Conseil du développement durable, lequel sera chargé de la coordination verticale et horizontale liée à l'exécution du Programme 2030 et créera un mécanisme d'auditions parlementaires et de consultations avec une grande diversité de partenaires, y compris la société civile.

90. En collaboration avec les organismes des Nations Unies, le Gouvernement biélorussien sensibilise le public aux objectifs, en particulier grâce à des programmes éducatifs et destinés aux jeunes. Ayant déjà présenté les résultats de son examen national volontaire au Forum politique de haut niveau, le Biélorus attend avec intérêt d'en apprendre davantage sur les pratiques exemplaires des autres pays et régions.

91. Compte tenu de l'importance de l'aide internationale, l'ONU doit servir de centre d'échanges pour la fourniture de cette assistance. En effet, ces objectifs ambitieux ne pourront être atteints que grâce à l'intégration et à la coordination qu'ils requièrent. En tant que pays à revenu intermédiaire, le Biélorus demande en particulier de mieux coordonner l'aide au développement apportée à cette catégorie de pays, qui ont toujours besoin d'un appui pour se développer de manière durable. L'ONU devrait donc adopter un plan d'action spécifique pour les pays à revenu intermédiaire, comme elle l'a fait pour d'autres catégories de pays en développement, et fixer des critères qui vont au-delà du revenu par habitant.

92. Les entités régionales forment un réseau important pour les travaux menés aux niveaux national et mondial. Le Biélorus, qui participe activement à toute une série de processus d'intégration régionale, estime que ces derniers doivent être renforcés et harmonisés pour éviter le double emploi et garantir leur complémentarité. Il faudrait ainsi recourir plus largement à la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe pour discuter de la coopération entre les associations d'intégration régionale. La coopération mutuellement bénéfique entre ces associations en Eurasie est extrêmement importante pour la stabilité politique et la prospérité à l'échelle mondiale.

93. Malgré leurs différences, les pays doivent apprendre à se faire confiance et à œuvrer ensemble pour le bien de leurs peuples et de la planète plutôt que des élites politiques et financières. Les objectifs ne doivent pas faire l'objet d'un marchandage dans le cadre de jeux politiques; les pays doivent au contraire se manifester systématiquement un soutien mutuel dans

les efforts qu'ils mènent pour les atteindre. Ce n'est qu'en cheminant ensemble que les pays seront en mesure de faire face aux nouvelles difficultés et menaces qu'ils rencontreront sur la voie de la réalisation du Programme 2030.

94. **M. Panagariya** (Inde), Vice-Président de l'Institution nationale pour la transformation de l'Inde, dit que depuis la dernière réunion du Forum politique de haut niveau, le Gouvernement indien a renforcé le cadre institutionnel pour la réalisation des objectifs de développement durable. L'Institution nationale pour la transformation de l'Inde a précisé quels ministères étaient responsables de la réalisation de chacun des objectifs et de chacune des cibles et quelles initiatives seraient menées à cet égard. Elle a également élaboré un plan visant à accélérer la réalisation des objectifs nationaux de développement, qui ont été intégrés dans les objectifs de développement durable. Au niveau des États et des sous-régions, les ministres principaux ont incorporé le Programme 2030 dans leurs stratégies locales de développement, et le Ministère de la statistique et de l'exécution des programmes a mis au point un ensemble d'indicateurs nationaux pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs.

95. Étant le pays dont la croissance économique est la plus rapide au monde, l'Inde est parvenue, depuis 1993, à réduire de moitié le nombre de personnes pauvres grâce à la création d'emplois et à des programmes de grande envergure visant à éliminer la pauvreté. Des programmes entrepris dans des domaines tels que le logement et la sécurité alimentaire contribuent à transformer rapidement le pays et une législation progressiste, comme le programme d'allocations de maternité, concourt à combler les inégalités entre les sexes. Les contributions prévues déterminées au niveau national que l'Inde a présentées en vertu de l'Accord de Paris attestent la volonté des autorités de protéger l'environnement. Afin de mobiliser les ressources nationales, le Gouvernement a récemment introduit une nouvelle taxe sur les biens et les services. Les pays développés doivent honorer les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide au développement. L'Inde est déterminée à coopérer avec d'autres pays en développement, particulièrement en Afrique.

96. **M. Shrestha** (Népal), Vice-Président de la Commission nationale de planification, dit qu'au Népal, le Programme 2030 repose sur la Constitution fondée sur les droits, qui garantit les droits relatifs à divers domaines du développement, notamment la santé, l'éducation et l'environnement. La priorité actuelle des autorités népalaises en matière de développement est de tirer parti des progrès accomplis

dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et de s'attacher à réaliser pleinement les objectifs de développement durable, qui ont été intégrés dans le programme national de développement. Cependant, il faut d'abord remédier aux difficultés liées aux capacités, aux institutions et aux ressources.

97. Le Népal rencontre des obstacles structurels sur la voie du développement, notamment son enclavement et sa vulnérabilité aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Le Gouvernement ne ménage aucun effort pour les surmonter, mais il ne peut y arriver seul. Le Programme 2030 invite à forger des partenariats internationaux en vue de combler les déficits de capacités et de ressources technologiques. La communauté internationale doit aider les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral à exploiter pleinement leur potentiel en donnant suite aux engagements liés aux moyens d'exécution et en assurant une répartition équitable des retombées positives du commerce international et des systèmes financiers. Toutes les parties prenantes doivent appuyer les efforts des pays en situation particulière dans un esprit de solidarité, pierre angulaire du Programme 2030.

98. La cohérence à l'échelle du système est nécessaire pour permettre aux organismes des Nations Unies d'être unis dans l'action sur le terrain. Les efforts déployés et les partenariats au niveau mondial restent insuffisants. Le Népal est résolu à nouer de vastes partenariats domestiques mais il espère également bénéficier de l'aide publique au développement, de partenariats utiles et de transferts de technologie. Le Forum politique de haut niveau a la grande responsabilité de garantir que les efforts entrepris pour réaliser le Programme 2030 se poursuivent et de continuer de donner une impulsion politique pour faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.

99. **M. Chhieng** (Cambodge), Ministre détaché auprès du Premier Ministre et Secrétaire général du Conseil cambodgien de développement de la réadaptation, dit qu'après plus de vingt ans de croissance et de réduction de la pauvreté, le Cambodge est l'un des pays qui ont le plus progressé vers la réalisation des objectifs de développement durable. Le Gouvernement s'emploie à organiser l'exécution du programme mondial en différentes étapes et à l'adapter aux réalités nationales; il y a ajouté son propre objectif concernant le déminage.

100. Afin d'atteindre les objectifs, le Cambodge doit réduire la pauvreté et renforcer la croissance sans

exclusion, notamment en transformant l'économie rurale; accroître sa compétitivité et mettre en valeur ses ressources humaines; et relever les défis posés par la migration, l'urbanisation et les changements climatiques. Pour y parvenir, il faut renforcer les institutions et réduire les inégalités et l'exclusion. Les difficultés que rencontre le Cambodge sont considérables et méritent d'être examinées lors de prochaines réunions de haut niveau.

101. Il importe d'accroître l'investissement pour améliorer les systèmes de suivi et renforcer les capacités. De meilleures données sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, ainsi que sur la dynamique de l'exclusion, sont nécessaires pour éclairer l'action du monde politique. Une évaluation récente des ressources du pays pour le développement à moyen terme montre que la majeure partie des coûts liés à la mise en œuvre du Programme 2030 pourraient être couverts par des ressources nationales mais que les partenariats avec les acteurs du développement sont malgré tout indispensables. Dans ce cadre, il convient de mener une action plus précise pour promouvoir le Programme d'action d'Addis-Abeba.

102. **M^{me} Chazama** (Malawi), Ministre de l'instruction civique et du développement communautaire, dit que, comme le montre l'Indice de développement humain pour le Malawi, la qualité de la vie dans le pays s'est améliorée entre 1990 et 2015. Le Président malawien a promis de tirer parti des efforts entrepris par toutes les parties prenantes pour atteindre les objectifs de développement durable. En appui à la réalisation des objectifs, il a introduit des réformes visant à améliorer l'efficacité des services publics. Celles-ci reposent sur les trois piliers que sont le patriotisme, l'intégrité et le travail acharné, qui formeront la base de toutes les futures activités de développement.

103. Le Gouvernement malawien a rédigé un rapport de référence contenant des données sur 137 indicateurs pour permettre de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. La troisième stratégie de croissance et de développement du pays est en cours d'élaboration; elle remplacera la stratégie actuelle de développement et sera en vigueur jusqu'en 2020. Les indicateurs clefs de performance de la nouvelle stratégie sont conformes aux objectifs de développement durable.

104. Reconnaissant que les progrès vers la réalisation de ces objectifs exigent la réduction de la pauvreté en milieu rural, les autorités nationales s'emploient à améliorer la situation économique des communautés rurales grâce à des programmes de transfert en espèces,

à la construction de meilleures routes pour faciliter le transport des produits agricoles, au versement de subventions pour l'achat de fer et de ciment afin de permettre aux pauvres de construire des logements solides et abordables et à l'octroi d'allocations aux petits exploitants. Ces actions ont été menées en coordination avec les partenaires de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

105. **M. Kwieciński** (Pologne), Secrétaire d'État au Ministère du développement économique, dit que, pour parvenir au développement durable, le monde doit trouver des solutions intégrées fondées sur de nouveaux modèles de production et de consommation. Bien qu'il n'existe pas de recette miracle, les États et les gouvernements doivent prendre l'initiative en encourageant la création d'une économie novatrice et durable.

106. Le Programme 2030 et les objectifs de développement durable représentent une feuille de route mondiale et un mécanisme de coopération efficace avec d'autres pays. La Pologne a adopté une stratégie à moyen terme pour le développement responsable qui est axée sur l'être humain et vise à garantir que tous les groupes sociaux puissent jouir des bienfaits de la croissance économique et du progrès. Un faible taux de chômage, un environnement de travail de qualité et le développement de l'entrepreneuriat, notamment dans les petites villes et les zones rurales, figurent parmi les objectifs formulés dans cette stratégie. Ils pourront devenir réalité grâce à l'investissement, à l'innovation, à la révolution numérique et au développement des entreprises polonaises à l'étranger. La stratégie comporte aussi des mesures visant à renforcer le capital humain et social, à bâtir des infrastructures de transport et de communication qui répondent aux besoins en la matière et à œuvrer en faveur de la gestion durable des ressources. La mise en œuvre intégrale de la stratégie permettra de réduire l'exclusion sociale et la pauvreté, d'améliorer la qualité de vie, d'accroître l'emploi et l'accès aux soins de santé et de renforcer les programmes éducatifs.

107. La Pologne a lancé en juin 2017 un partenariat en faveur des objectifs de développement durable, auquel participent près de 50 entreprises et organisations. Il est prévu de créer une instance multipartite pour échanger des informations.

108. **M. Nguyen The Phuong** (Viet Nam), Vice-Ministre du Ministère de la planification et de l'investissement, dit qu'en mai 2017, son pays a rendu public un plan d'action national pour la mise en œuvre

du Programme 2030, élaboré à l'issue de consultations approfondies avec les organismes des Nations Unies, les partenaires internationaux et d'autres parties prenantes. Après avoir examiné les 232 indicateurs arrêtés par la Commission de statistique de l'ONU, le Gouvernement vietnamien a estimé que le pays pouvait atteindre 129 d'entre eux. Il prépare également l'examen national volontaire et compte le présenter au Forum politique de haut niveau en 2018.

109. Bien que le Gouvernement soit déterminé à atteindre les objectifs de développement durable, qui sont d'une importance cruciale dans des domaines tels que l'élimination de la pauvreté, la sécurité sociale, la protection de l'environnement, l'atténuation des changements climatiques et la promotion de la prospérité, la mise en œuvre pose des problèmes majeurs : les ressources financières sont insuffisantes en raison de la diminution de l'aide publique au développement et la capacité du Viet Nam en matière de suivi et d'évaluation est limitée, en particulier pour ce qui est de la gestion des données statistiques. La mobilisation des ressources nationales et la participation active de tous les acteurs font partie intégrante du plan d'action national. Toutefois, outre les actions qu'il mène au niveau national, le pays a besoin du soutien, financier et autre, de partenaires extérieurs, notamment dans les domaines de l'emploi, de la santé, de l'éducation, du développement économique, de l'environnement et de la réduction des inégalités en matière de revenus et de conditions de vie.

110. Au niveau mondial, le succès de l'exécution du Programme 2030 passe par le maintien de la paix et de la stabilité grâce au respect du droit international, l'intensification de la coopération entre les nations au service du développement, le renforcement des partenariats mondiaux, la promotion de la participation multipartite et le partage des connaissances, de l'expérience, de la technologie et du financement.

111. **M^{me} Edillon** (Philippines), Sous-Secrétaire de l'Agence nationale de développement économique, dit que les Philippines ont été parmi les premiers pays à présenter les résultats de l'examen national volontaire dans le cadre du Programme 2030. Le Gouvernement a dressé le bilan des enseignements tirés des objectifs du Millénaire pour le développement et estime qu'il convient d'adopter une autre démarche pour mettre en œuvre le Programme 2030, qui repose sur le développement durable et la volonté de ne pas faire de laissés-pour-compte. Pour concrétiser cette vision à long terme, il pourrait être opportun de limiter la croissance économique actuelle afin de prévenir les répercussions sociales et environnementales

préjudiciables qui mettraient en péril la croissance future. En outre, si nul ne doit être laissé de côté, certains groupes de population pourraient devoir modérer leurs attentes afin que les besoins d'autres citoyens puissent être satisfaits.

112. Afin de déterminer les aspirations collectives à long terme des Philippines, les autorités ont organisé des groupes de discussion et ont mené une enquête à l'échelle nationale, dont les résultats ont été exploités pour élaborer un programme de développement pour la période allant jusqu'à 2040. Ce programme est conçu pour susciter des évolutions majeures, c'est-à-dire pour faire en sorte que la société philippine soit prospère, intelligente et novatrice, que les citoyens vivent longtemps et en bonne santé et qu'un climat de confiance s'installe. Ces objectifs sous-tendent les quatre prochains plans de développement à moyen terme des Philippines, à commencer par celui qui est en vigueur. Tous les objectifs de développement durable ont été intégrés dans le plan actuel.

113. À l'avenir, le Forum politique de haut niveau devrait instaurer une présentation plus équilibrée des rapports par les États Membres, d'une part, et par les partenaires de développement et les organismes des Nations Unies en particulier, d'autre part. Un certain nombre de cibles des objectifs de développement durable requièrent une coopération au niveau international, comme pour l'objectif 2, qui correspond à l'accroissement de l'investissement dans la mise au point de technologies et de banques de plantes et de gènes d'animaux d'élevage. Les partenaires de développement pourraient élaborer un plan de mise en œuvre à long terme pour atteindre ces objectifs et fournir des mises à jour périodiques sur les progrès accomplis. En outre, étant donné que tous les objectifs sont interdépendants, il importe de commencer sans attendre à œuvrer systématiquement à la réalisation de l'objectif 17.

114. **M. Savanphet** (République démocratique populaire lao), Vice-Ministre du Ministère de la planification et de l'investissement, dit que son Gouvernement a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies pour adapter les objectifs de développement durable aux réalités nationales. Le plan national de développement socioéconomique pour la période 2016-2020 a servi de principal point de départ pour intégrer les objectifs dans la planification nationale. Bon nombre des indicateurs du plan sont liés à des indicateurs relatifs aux objectifs, l'accent étant mis en particulier sur l'élimination de la pauvreté et de la faim, l'assurance d'une vie saine et productive et la création de conditions favorables au développement. Le pays a

également adopté un dix-huitième objectif de développement durable qui lui est propre, à savoir éviter les morts dues aux engins non explosés.

115. Plusieurs initiatives nationales sont centrées sur la lutte contre les vulnérabilités économiques, sociales et environnementales, qui doivent être surmontées pour que le pays puisse sortir de la catégorie des pays les moins avancés. Les partenariats inclusifs sont un moyen d'atteindre les objectifs et de mettre en œuvre le programme national. Le Gouvernement met la dernière main à ses indicateurs et à sa feuille de route pour la réalisation des objectifs et se concentre également sur la sensibilisation, les partenariats multipartites, le suivi et l'évaluation, l'établissement de rapports et la préparation du budget. Le pays compte présenter les résultats de son examen national volontaire au Forum politique de haut niveau en 2018.

116. **M. Brun** (Norvège), Directeur de la Section des politiques de développement, dit que les objectifs du Programme 2030 ne pourront être atteints sans un suivi cohérent et responsable de la part de tous les acteurs concernés. Ces dix dernières années, le nombre de personnes en proie à l'extrême pauvreté dans le monde a considérablement baissé, en grande partie grâce aux mesures adoptées par plusieurs pays pour lutter contre ce phénomène au niveau national.

117. Le groupe de mobilisation pour les objectifs de développement durable, coprésidé par le Premier Ministre norvégien et le Président ghanéen, a été chargé d'affermir la détermination de la communauté internationale à agir à l'échelle mondiale. Il est clairement ressorti des travaux du groupe qu'un suivi efficace de la mise en œuvre de ces objectifs nécessiterait, outre l'implication active des acteurs concernés et leur volonté de montrer l'exemple, la mise en place de partenariats innovants entre secteur public et secteur privé, et que le Programme 2030 échouerait si les réalités locales n'étaient pas prises en compte lors de son exécution.

118. Un moyen évident de réduire la pauvreté consiste à garantir l'accès aux services de santé, à l'énergie propre, à l'éducation et au travail décent, mais également à prendre des mesures décisives pour lutter contre les changements climatiques et la pollution, à la fois sur terre et en mer. Toutefois, la bonne gouvernance est également primordiale, compte tenu de la nécessité de mettre en œuvre des politiques favorisant le principe d'inclusion et l'égalité. Traduire le Programme 2030 en résultats sur le terrain impose de mettre en place un système multilatéral solide et légitime. À cet égard, le rapport du Secrétaire général intitulé « Repositionnement du système des Nations

Unies pour le développement en vue de la mise en œuvre du Programme 2030 : garantir à chacun un avenir meilleur » est le bienvenu, et le Gouvernement norvégien attend avec intérêt le suivi dont ce document fera l'objet et la publication du rapport final avant la fin de 2017.

119. Les enfants, les jeunes et les adolescents, qui forment la « génération 2030 », doivent être associés comme partenaires à l'action collective si l'on entend venir à bout de la pauvreté sous toutes ses formes. Il importe par ailleurs de garantir l'égalité des sexes dans tous les domaines d'action du Programme 2030.

120. Le Programme 2030 est un appel auquel répond le Gouvernement en vue de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, des conflits, de l'extrémisme, des migrations et du changement climatique.

121. **M^{me} Valiente Díaz** (Cuba), Directrice adjointe de la Division des affaires multilatérales du Ministère des affaires étrangères, dit que 38 ans après le discours prononcé à l'Assemblée générale par le chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, les problèmes qu'il dénonçait alors persistent, et que la situation mondiale demeure très préoccupante. La nécessité d'adopter un nouveau modèle de développement ne fait aucun doute : à la culture du privilège doit se substituer une culture de l'égalité.

122. Un véritable partenariat mondial pour le développement est indispensable. Des ressources supplémentaires, en quantité prévisible, sont nécessaires pour concrétiser l'ambitieux Programme 2030. Ces ressources existent, puisque moins de la moitié des dépenses militaires annuelles mondiales suffiraient à financer la plupart des objectifs de développement durable.

123. En dépit de l'embargo qui lui est imposé depuis près de 60 ans, Cuba partage ses modestes ressources avec l'étranger, ayant mis en place des projets de coopération dans 157 pays. Des centaines de milliers de médecins, de professionnels de santé, d'enseignants, d'entraîneurs sportifs et d'autres spécialistes cubains travaillent aux quatre coins du monde dans un esprit de solidarité.

124. Afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable à l'échelle mondiale, le Gouvernement cubain met en place un mécanisme national destiné à coordonner les activités des institutions, de la société civile et du secteur privé. L'Assemblée nationale du pouvoir populaire a récemment approuvé les fondements d'un plan national de développement économique et social pour la période allant jusqu'à 2030, dont le texte est le plus

débatu de l'histoire du pays. Le Gouvernement cubain réaffirme son engagement à œuvrer en faveur d'un monde plus juste, plus équitable et plus inclusif, où est reconnue la place essentielle de l'être humain dans le développement durable.

125. **M. Silberhorn** (Allemagne), Secrétaire d'État parlementaire au Ministère de la coopération économique et du développement, affirme que les défis mondiaux appellent une solution mondiale. Seule une action multilatérale, mise en œuvre au moyen d'accords et de compromis et grâce à l'adoption de cibles communes, permettra d'atteindre les objectifs de développement durable. Aussi, l'Allemagne profite-t-elle de ce qu'elle préside le Groupe des Vingt pour mettre davantage l'accent sur le Programme 2030.

126. La mise en œuvre du Programme 2030 commence à l'échelon national. Il est encourageant de noter qu'entre 2016 et 2017, le nombre de pays ayant fait part de leur expérience concernant l'exécution du programme a doublé. En janvier 2017, le Gouvernement allemand a adopté sa stratégie nationale de durabilité, dans laquelle figurent des objectifs ambitieux, comme celui de porter à 60 % la part des énergies renouvelables à l'horizon 2050.

127. La réduction de la pauvreté est concomitante des activités de développement durable et de l'action climatique. Les objectifs de développement durable étant intrinsèquement liés, le Gouvernement s'efforce d'agir selon une démarche intégrée, notamment en aidant les pays partenaires à honorer leurs contributions prévues déterminées au niveau national, arrêtées dans le cadre de l'Accord de Paris; en fournissant aux plus pauvres des semences résistantes à la sécheresse afin d'accroître leur résilience; en aidant les populations à se préparer aux inondations; en finançant des programmes d'assurance contre les risques climatiques; et en plaidant en faveur d'une meilleure gouvernance, de l'autonomisation des femmes et des investissements dans l'éducation et la santé. L'Allemagne a atteint, pour la première fois en 2016, l'objectif de 0,7 % fixé pour l'aide publique au développement.

128. Enfin, le secteur privé joue un rôle indispensable dans la création de valeur et d'emplois, permettant ainsi aux populations de gagner leur vie et de récolter les fruits de la prospérité. Cependant, l'aide publique au développement ne suffit pas et n'a jamais eu vocation à couvrir tous les coûts. Rien qu'en Afrique, quelque 600 milliards de dollars seront nécessaires pour mettre en œuvre le Programme 2030. C'est pourquoi l'Allemagne profite de sa présidence du Groupe des Vingt pour nouer des partenariats avec des

pays africains, l'objectif étant d'encourager l'investissement privé en faveur de l'emploi, en particulier dans les zones rurales. Il faut assumer notre responsabilité vis-à-vis des populations et de la planète, en suivant la voie tracée par le Programme 2030.

129. **M. Gumende** (Mozambique), Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que pour être atteints, les objectifs de développement durable doivent être intégrés dans les instruments nationaux de planification et de préparation du budget; toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales et les groupes marginalisés, doivent prendre part aux efforts menés en faveur de ces objectifs aux niveaux national et local; des mécanismes de responsabilisation doivent être mis en place pour garantir une évaluation et un suivi en temps voulu des progrès accomplis; des ressources financières doivent être disponibles; et les partenariats bilatéraux et multilatéraux, notamment avec l'ONU, doivent être renforcés.

130. Les premières consultations tenues entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement mozambicain concernant les objectifs de développement durable ont facilité la mise en adéquation du plan national de développement pour la période 2015-2019 avec le Programme 2030. Ce plan reprend l'ensemble des 17 objectifs, et les activités visant l'élimination de la pauvreté ont été améliorées grâce à la synergie entre le plan et le Programme 2030, notamment en ce qui concerne le développement du capital humain, la construction d'infrastructures économiques et sociales résilientes, le renforcement de l'industrialisation, de l'innovation et de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion de l'emploi, en particulier celui des jeunes.

131. Le Gouvernement mozambicain s'emploie actuellement à définir une structure de suivi efficace regroupant tous les principaux acteurs concernés. La décentralisation, que le Gouvernement consolide depuis dix ans et qui renforce la capacité des autorités et des communautés locales à planifier et à exécuter le plan national de développement ainsi qu'à surveiller sa mise en œuvre, contribuera également à la réalisation des objectifs. Conformément aux engagements souscrits dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba concernant le financement du développement, le Gouvernement mozambicain a créé le Fonds national pour le développement durable, instrument de promotion et de financement de programmes et de projets qui contribuent au développement durable.

132. Le travail dont s'acquitte l'équipe de pays des Nations Unies au Mozambique concernant les objectifs de développement durable mérite d'être salué. Le Gouvernement compte que cette équipe continuera de voir son rôle renforcé, conformément à l'examen quadriennal complet de 2016.

133. **M. Casas** (Espagne), Vice-Ministre de la coopération internationale et des affaires ibéro-américaines, dit que les politiques publiques au niveau national se fondent sur le Programme 2030. Dans la mesure où aucun acteur ne peut isolément mettre en œuvre l'ambitieux Programme 2030, le Gouvernement espagnol coopère avec différents ministères étrangers. Les communautés autonomes et les collectivités locales sont également actives, leur rôle consistant à appliquer le programme à l'échelle locale. Le Gouvernement collabore en outre avec des entités non gouvernementales, y compris des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé, des universités, des syndicats et des fondations. Un dialogue continu et de qualité est indispensable pour bâtir des alliances et parvenir à un consensus.

134. Pour atteindre les objectifs de développement durable, il faut une autorité supraministérielle ayant les responsabilités et les capacités de coordination nécessaires pour renforcer la cohérence des politiques; la souplesse lui permettant de faire participer tous les acteurs de façon équilibrée; et les capacités de communication nécessaires pour toucher efficacement la société. Aussi, le Gouvernement espagnol a-t-il nommé un ambassadeur spécial pour le Programme 2030, qui sera chargé d'élaborer un plan global de coopération internationale pour les quatre prochaines années. Ce dernier portera sur des domaines d'action inédits pour l'Espagne, tels que les migrations et le développement, ou encore la sécurité et le développement.

135. Au niveau international, le Gouvernement espagnol s'efforcera d'être un partenaire engagé et novateur dans la mise en œuvre du Consensus européen sur le Développement et les activités menées par le Groupe des Vingt. Le Programme 2030 sera le thème central de la session de 2018 de la Communauté ibéro-américaine de nations.

136. En 2013, le Gouvernement a créé le premier Fonds pour la réalisation des objectifs de développement durable. L'Espagne suit avec un vif intérêt les examens nationaux volontaires et apprend des pays qui présentent le leur.

137. La coordination des politiques suppose de s'assurer que les ressources sont employées de manière efficace et efficiente afin de bâtir des sociétés

prospères, inclusives, durables et solidaires. Il est impératif de ne pas faire de laissés-pour-compte, mais également de venir en aide aux personnes marginalisées et de préparer le terrain pour les générations futures.

138. **M. Artjoki** (Finlande), Secrétaire d'État auprès du Ministère des finances, affirme qu'il faut donner la priorité à quatre domaines d'action. Premièrement, le changement climatique étant l'un des plus grands défis auxquels la communauté mondiale fait face, et dans la mesure où ce sont les plus pauvres qui en subissent le plus durement les effets, l'Accord de Paris doit être mis en œuvre sans délai. Deuxièmement, il est nécessaire d'assurer l'autonomisation des femmes et des filles en supprimant les lois et politiques discriminatoires et en garantissant l'accès égal, complet et universel à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation. L'accès aux droits liés à la procréation constitue l'un des piliers du plan de développement élaboré par la Finlande; aussi, le Gouvernement s'est-il engagé, la semaine précédente, à verser une aide de 21 millions d'euros supplémentaires au Fonds des Nations Unies pour la population et à des organisations de la société civile internationale. Troisièmement, il est nécessaire de renforcer les économies de sorte que nul n'en soit exclu et que chacun puisse exercer un travail décent, et il importe en particulier de s'attaquer au chômage des jeunes. Le secteur privé, en tant qu'acteur socialement et économiquement responsable, a un rôle primordial à jouer dans la création d'emplois, et il en va de même des flux financiers privés qui soutiennent le développement durable. Enfin, il faut respecter la planète, les populations pauvres étant les plus susceptibles de perdre leurs moyens de subsistance en raison de la dégradation de l'environnement et des catastrophes naturelles.

139. Le Gouvernement finlandais a fait des progrès substantiels depuis que le pays a présenté son examen national volontaire, en 2016. Il a élaboré, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, un plan national qu'il a présenté au Parlement en février 2017 et qui sera mis à jour tous les quatre ans. La Finlande est sur la bonne voie pour ce qui est de garantir la responsabilisation des acteurs concernés et le suivi et l'examen systématiques de la mise en œuvre des objectifs. Elle communiquera des informations à ce sujet au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, en 2020. Un groupe de jeunes chargé du Programme 2030 a été créé avec pour mission de suivre le travail mené par les pouvoirs publics. Ses membres joueront le rôle de porte-parole pour le développement durable dans des lieux où se

rassemblent les jeunes. La mise en œuvre du Programme 2030 exige la participation de tous. L'initiative baptisée « L'engagement de la société en faveur du développement durable » est un instrument national innovant qui permet aux municipalités, aux entreprises et aux organisations de participer à la mise en œuvre du Programme 2030 en formulant et en remplissant leurs propres engagements. À ce jour, plus de 700 engagements concrets ont été pris.

140. La délégation finlandaise attend avec intérêt l'adoption de la déclaration ministérielle et les orientations qui y seront formulées à l'intention des organismes des Nations Unies et des États Membres concernant l'exécution du Programme 2030.

141. Enfin, en ce qui concerne l'objectif 6 relatif à l'eau et à l'assainissement, les acteurs concernés doivent s'attacher à bâtir une architecture mondiale de l'eau mieux coordonnée et plus efficace.

142. **M. Muhammad-Bande** (Nigéria), Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, fait savoir que le Gouvernement nigérian a créé un bureau spécial pour les objectifs de développement durable. Ce nouveau bureau est dirigé par l'Assistante spéciale principale du Président, chargée de la coordination intergouvernementale, de la planification, des partenariats multipartites, de la mobilisation des ressources et des activités de communication et de sensibilisation en rapport avec les objectifs de développement durable. En outre, afin de garantir l'adhésion à l'échelle nationale, l'ensemble des 36 administrations des États fédérés et le territoire de la capitale fédérale œuvrent en faveur des objectifs de développement durable dans le cadre d'une seule et même structure organisationnelle et institutionnelle. Un comité interministériel a été créé pour assurer la coordination interinstitutions. Compte tenu du rôle crucial des autres parties prenantes, le Gouvernement nigérian a également mis sur pied un groupe consultatif du secteur privé, un forum des partenaires de développement et un groupe consultatif de la société civile, tous trois axés sur les objectifs de développement durable. Le Gouvernement a également lancé un programme baptisé National Youth Service Corps Champions, destiné à sensibiliser l'opinion nigériane aux objectifs de développement durable.

143. Les objectifs de développement durable sont essentiels pour le développement du Nigéria, et ont par conséquent été intégrés au plan national de redressement économique et de croissance pour la période 2017-2020. Ce plan a pour but d'appuyer la diversification économique en accélérant l'investissement dans les infrastructures et le capital

humain et en créant des emplois dans les secteurs clefs. Le Gouvernement a procédé à une évaluation des besoins et à une analyse des politiques en vue de produire des données de référence pour la planification des investissements publics et la mise en œuvre du Programme 2030. La lutte contre la pauvreté, la faim, le chômage et les inégalités est menée selon une approche multisectorielle, dans le cadre du programme national de subventions conditionnelles et d'autres initiatives visant à éliminer la pauvreté.

144. Le Gouvernement nigérian demeure résolu à mettre en œuvre le Programme 2030 et l'Accord de Paris. Toutefois, les flux financiers illicites privent quantité de pays en développement, parmi lesquels le Nigéria, des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable. Une coopération internationale est donc nécessaire pour endiguer ces flux.

La séance est levée à 18 h 5.